

POINTS SAILLANTS

- Un convoi du CICR braqué sur l'axe Ngarba
- Besoins financiers des populations du nord-ouest
- Mission inter-organisation à Sikikédé, Vakaga

Contexte et sécurité

Un convoi du CICR braqué sur l'axe Ngarba

Le 25 novembre, un convoi du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a été braqué sur l'axe Ngarba (au nord de N'Délé, centre-nord) par des hommes armés non identifiés.

Suite à cet incident, les ONG travaillant dans la région ont mis en attente leurs mouvements sur les axes autour de N'Délé et ce, jusqu'à nouvel ordre. Cette situation entrave une fois de plus l'aide humanitaire dans une région déjà fragilisée par des années de violence.

Activités humanitaires/ développement

Besoins financiers des populations du nord-ouest

Le 30 novembre, un atelier de restitution et d'échange sur les besoins financiers des populations des préfectures de l'Ouham (nord-ouest) et Ouham-Pendé (nord-ouest) a réuni, des représentants des ministères, des bailleurs de fonds de développement, des partenaires de la micro-finance ainsi que ceux des groupes sectoriels (clusters) Relèvement Précoce et Sécurité Alimentaire. Cette étude financée par l'Union Européenne et le Fonds Humanitaire Commun (CHF) a été réalisée par le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) sur 1.700 personnes et a été effectuée avec le concours de l'ONG Echelle ainsi que Caritas/Bozoum.



Une vue d'ensemble des participants lors de l'atelier. Photo : DRC

Les résultats de l'étude, ont mis en exergue les faits suivants:

- Un peu plus de la moitié de la population interviewée connaît les produits financiers (épargne et crédit) et les institutions financières (banques, caisses d'épargne);
- Les populations et notamment les femmes, génèrent dans 78% des cas, une épargne monétaire qui est principalement thésaurisée à la maison ou drainée dans les circuits informels;
- Une personne sur six épargne en vue d'investir;
- Pour ce qui est des crédits, une personne sur trois a déjà obtenu un crédit auprès d'une source informelle (ONG ou projets, tontines, caisse du groupement, amis ou parents, etc.) d'un montant de 165.000 FCFA. La durée de remboursement est inférieure à 6 mois et l'utilisation des fonds est principalement centrée sur le renforcement des activités économiques (72% des cas);
- Le premier besoin financier réclamé par les populations porte essentiellement sur la possibilité de sécuriser leur épargne. Le deuxième produit demandé est le crédit formel et le troisième, le transfert d'argent;
- 88% des interviewés aimeraient un octroi de crédit d'environ de 422.000 FCFA. Ces montants varient de 150.000 FCFA demandés par les Waligaras (les marchandes) à 1 million demandés par les grands commerçants. Les aspirants au crédit aimeraient avoir un délai de remboursement d'environ 8 mois et 79% d'entre eux envisagent d'investir cet argent dans divers projets et 10% dans la construction d'une maison.

Ces résultats témoignent d'un fort dynamisme et de la capacité d'épargne des populations dans les deux préfectures ainsi que le faible accès aux crédits par rapport aux besoins exprimés. DRC a une nouvelle stratégie dans le secteur de la microfinance dénommée «Global Credit Facility» pour soutenir les activités du secteur, à travers des partenariats techniques et financiers. Les futures actions de DRC dans la microfinance seront mises en œuvre dans le nord-ouest dans les villes de Bozoum, Ndim, Ngaoundaye, Kouï et Paoua. Un meilleur accès aux services financiers devrait contribuer à la promotion de l'entrepreneuriat en milieu rural et à la réduction de la vulnérabilité des populations. Ceci, constitue un des facteurs clé pour entrer véritablement dans une phase de relèvement socio-économique, voire de développement.

Contactez Rodolphe Moïnaux: drccar@drc.dk pour plus d'informations.

Coordination

Mission inter organisation à Sikikédé

Le 25 novembre, une mission d'évaluation rapide inter organisation composée du Bureau des Nations Unies de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), le Bureau Intégré des Nations Unies en Centrafrique (BINUCA), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), l'ONG, International Medical Corps (IMC) et l'ONG nationale Nda s'est rendue à Sikikédé (nord-est) à bord de l'hélicoptère du BINUCA utilisée pour la caravane de la paix il y a quelques jours. L'objectif de la mission était d'assister la population en

médicaments, semences, kits éducatifs et de faire une évaluation rapide des besoins de la population. Sikikédé qui a subi deux attaques significatives en 2011. Bilan de la première attaque (10 avril): 12 personnes tuées, 16 blessées, 65 maisons incendiées et 465 personnes sans abris. Bilan de la seconde attaque (17 septembre): 8 personnes tuées, 19 blessées, 228 maisons brûlées et 545 personnes sans abris. Selon les anciens du village, près de 300 maisons ont été brûlées et le marché et ainsi que les écoles ont subi d'importants dégâts lors des violences.



Groupe de femmes et jeunes filles à Haïfa. Photo: L. Bamba- UNHCR

Selon la communauté, les plus gros besoins se situent dans les secteurs suivants:

Agriculture, sécurité alimentaire et économie:

- Culture limitée en 2011 en raison de l'insécurité et des dommages causés par les oiseaux migrateurs;
- L'arrivée des personnes déplacées met à rude épreuve les disponibilités alimentaires et la plupart des familles ne mangent qu'une seule fois par jour;
- Il y'a des signes de malnutrition aiguë globale chez les enfants de moins de 5 ans, mais les chiffres ne sont pas disponibles en raison de l'absence de système de dépistage;
- Les prix actuels du marché rapportés: 1.000 FCFA pour une tasse de mil, 500 FCFA pour une tasse de maïs, 150 FCFA pour un panier d'haricots verts et 250 ou 300 FCFA pour les arachides;
- La route d'Haraze (Tchad) permet le commerce du sucre et du savon avec le Tchad et le Soudan.

Eau, hygiène et assainissement:

- 104 latrines, certaines à proximité de maisons pouvant entraîner une contamination fécale;
- Sept forages construits par l'ONG Triangle Génération Humanaire (TGH) (six à Sikikédé et un à Haïfa); insuffisants pour 25.000 personnes;
- Les femmes et les jeunes filles ont exprimé le besoin de kits d'hygiène.

Education:

- Il existe 7 écoles: 1) Ecole Abdoura de CI à CM2; 2) Ecole centre de CI au CE2; 3) Ecole Ste Marie de CI à CE1; 4) Ecole Pilote de CI à CP 2; 5) Ecole Haïfa I de CI à CP 2; 6) Ecole Haïfa II de CI à CE2; 7) Ecole Kesseba de CI au CP;
- 2.310 (dont 1.814 filles et 496 garçons) des enfants âgés de 6 et 12 ans ne sont pas scolarisés;
- Bien que les infrastructures scolaires existent, il y'a peu d'enseignant ou d'éducateurs qualifiés.

Protection:

- Les populations ayant fui Sikikédé entre 2006 et cette année à cause de la violence ne sont pas revenues. Cependant, des informations datant de septembre déclarent que près de 600 personnes (124 familles) sont arrivées après les conflits de septembre;
- Présence de réfugiés Soudanais remarquée;
- Les populations ont peur de se rendre dans leurs champs à cause de l'insécurité et d'éventuelles menaces d'attaques par l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR) et le mouvement des groupes de transhumance;
- Le Commandant de la CPJP de Sikikédé a signalé la présence d'enfants dans leur rang, mais après la signature d'un plan d'action avec les Nations Unies, la CPJP a réaffirmé son engagement à libérer les enfants et à mettre fin au recrutement d'enfants;
- Les enfants engagés dans le mariage précoce ou travaillant dans les fermes familiales ne sont pas scolarisés;
- Aucun cas signalé de violence sexuelle basée sur le genre et/ou des enfants séparés ou non accompagnés.

Santé:

- Un poste de santé (construit en 2010) appuyé par IMC, avec une infirmière en chef, deux fournisseurs de premier secours, trois matrones, deux agents de santé et un promoteur de santé;
- Les stocks de médicaments ne peuvent couvrir tous les besoins.

Sécurité:

- Présence des éléments armés de la Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP) et éventuellement de groupe d'autodéfense
- Les anciens du village ont exprimé le besoin d'une présence plus soutenue de l'Etat pour assurer leur sécurité.

Recommandations:

Une évaluation approfondie des besoins multisectorielle est nécessaire. L'évaluation devrait prendre en compte les mécanismes de survie de la population qui leur ont permis de subsister alors que l'assistance humanitaire était limitée. La présence d'enfants dans les rangs de la CPJP est une violation des droits des enfants et leur libération ainsi que le processus d'intégration devrait être accélérée afin que ceux-ci puissent reprendre une vie normale. Le plaidoyer en faveur de la construction d'une piste d'atterrissage à Sikikédé, faciliteraient l'accès humanitaire. Il faudrait également réhabiliter la route entre Gordil, (où il ya une piste d'atterrissage) et Sikikédé.

Contactez Lauren Paletta: paletta@un.org pour plus d'informations.

Pour toute information ou contribution à ce bulletin, veuillez contacter:

OCHA Bangui, RCA

Laura Fultang- Chargée de l'Information et des Relations avec les donateurs | fultangl@un.org
+236 70 18 80 64

Gisèle Willybiro- Maïdou- Assistante à l'Information | willybiro@un.org
+236 70 18 80 61